

EXPERIMENTATION, RECHERCHE, ENSEIGNEMENT, PRATIQUE : inventer

Logement, ville et territoire, questions particulières rapportées à des questions sociétales

Frédéric Bonnet, juin 2011

Texte remodelé pour participation aux débats du séminaire des architectes conseils de l'état au Vorarlberg – le texte d'origine a été rédigé en mai 2011 à l'occasion de la consultation faite par le Conseil National de l'Ordre des Architectes pour préparer les assises du métier et de la ville en décembre 2011.

Les titres (et questions) avaient été formulé par le CNOA – elles ont été reclassées ici en fonction des trois grands thèmes dégagés pour le séminaire AC 2011

EXPÉRIMENTATION, RECHERCHE, ENSEIGNEMENT ET PRATIQUE : inventer

Question complémentaire de l'articulation de la pratique des agences avec l'enseignement et la recherche.

Les sujets contemporains sont pour la plupart des sujets « nouveaux » : nouvelles manières d'urbaniser, où la nature est omniprésente, nouvelles manières de construire, pour une architecture plus durable, nouvelle articulation des échelles, etc.

Ce qui partout ailleurs s'appellerait « recherche et développement » n'existe pas vraiment dans la pratique : l'économie des agences ne permet pas d'expérimenter, de tester et d'inventer de nouvelles méthodes. En bref, l'architecte n'est pas rémunéré pour autre chose qu'appliquer des processus existants et déjà bien rôdés. Constatons par exemple que les taux de rémunération ont considérablement baissé depuis vingt ans, alors que la complexité des missions est croissante : réglementaire, processus administratifs, concertation, réglementation, complexité des sujets, niveaux de performances exigés. Sans parler des études d'urbanismes qui sont sous rémunérées, ce qui entraîne une confusion fréquente entre le travail de l'urbanisme et celui de maîtrise d'œuvre. Les « grandes » agences d'architectes urbanistes compensent la faiblesse des rémunérations sur les études amonts par de la maîtrise d'œuvre associée aux plans de masse, les autres bricolent avec ce qu'ils peuvent.

Bref, il n'y a que peu d'espace et peu de moyens pour le R&D dans les agences. Par ailleurs, il existe une trop grande coupure entre les travaux des sciences sociales d'une part –innombrables, souvent passionnants, précis, prospectifs, bref indispensables-, d'autre part la réflexion politique sur l'aménagement (conscience politique, débat, portage politique par les élus de questions qui ne sont pas toujours « politiquement correctes »), et enfin la « technique » de l'aménagement des architectes, paysagistes, urbanistes...

On pourrait jouer sur trois tableaux pour améliorer cela :

- inciter les maîtres d'ouvrage à associer aux équipes de maîtrise d'œuvre des équipes de chercheurs (à l'exemple du Grand Paris, qui constitue un bel exemple de coopération, même s'il a été un peu détourné par les effets de communication. Le travail des chercheurs dans les étapes préliminaires de l'étude demeure l'un des aspects les plus remarquables, et les plus riches, de l'opération). A ce titre, la collaboration avec les écoles d'architecture est fructueuse (voir texte ci-après). Cela suppose que les budgets soient adaptés en conséquence.
- développer les appels d'offre de recherche appliquée, en finançant les agences selon des protocoles cadrés, mais associés à des commandes existantes à sélectionner. Au besoin, associer des doctorants au travail de ces agences (cela est déjà possible dans le cadre de bourses spécifiques). Les chercheurs ont pourtant actuellement du mal à évaluer et ne souhaitent pas toujours promouvoir la recherche appliquée (le PUCA, par exemple, n'a jamais financé d'autres recherches, dans ce domaine, que des études type observatoire)
- résister à la baisse des taux de rémunération qui décrédibilisent le travail des agences dans des conditions de complexité croissante, et détruisent souvent toute velléité de rigueur scientifique et d'expérimentation.

NB : je cite à la suite un texte que j'avais préparé sur le même thème à l'occasion d'une réunion de l'association européenne des écoles d'architectures (AEEA), automne 2009.

« Il y a dans l'histoire des relations entre métier et formation des « moments » singuliers, qui correspondent souvent à des transformations contemporaines. Il y eu le moment de la fin des années soixante, et le basculement en France vers les Unités Pédagogiques, qui fut aussi celui, plus progressif, de la fin des grands ateliers d'architecture. C'est aujourd'hui le *durable* qui, même s'il agace et que l'on souhaite s'en défaire –la mode nouvelle étant de se démarquer du « main Stream »-, nous rappelle des questions qu'il nous est difficile d'esquiver. En architecture, le développement durable a un impact considérable sur l'évolution de la profession et des enseignements qui y sont associés. Cela interroge le rapport entre technique et politique, entre expertise et débat public. Le risque d'un traitement résolument technocratique et normatif du développement durable redonne au contraire à l'engagement et au projet toute leur force interactive, ouverte, en liant avec le débat public de fructueux échanges. La recherche de la juste mesure, des équilibres, et la stimulation des arbitrages, au bon moment, sont des facteurs essentiels. Le « programme », ainsi, n'est plus une donnée préalable strictement dissociée de l'élaboration du dispositif construit, mais interagit avec la conception spatiale, s'élabore *chemin faisant*.

Pour que l'architecte joue ici son rôle, le caractère généraliste de sa formation et de son exercice doit s'affirmer. Or, rien n'est moins évident, car l'effet direct de la réforme dite LiMaDo a été la fragmentation des expériences, le manque de continuité dans la pensée du projet, et une tendance forte à la spécialisation qui se renforce chaque année davantage. L'architecte demeure pourtant l'un des rares acteurs qui conserve encore une vision suffisamment transversale pour élaborer des synthèses. Dans la commande, c'est tout autant cette capacité que l'étendue de ses connaissances spécifiques qui lui donnent sa place ainsi souvent incontournable. Comment, par cet enseignement « à la carte » qui superpose les fragments de connaissance, allons-nous pouvoir nourrir une culture architecturale diversifiée, englobant des échelles et des problématiques très différentes, et préserver ce rôle de médiation si précieux ? Qui, sinon, fera les liens ? Question délicate qui est aussi, soit dit en passant, celle des autres disciplines de l'Université, aujourd'hui concentrées sur une efficacité à court terme et une adaptation à de supposés débouchés, de plus en plus circonscrits, perdant la capacité aux « sympathies », ces croisements chers à Foucault.

En même temps, une plus grande complexité de la commande (qu'elle porte sur des bâtiments, des espaces publics ou des territoires) implique aussi une meilleure collaboration et une plus grande compréhension avec d'autres disciplines. Pour mieux échanger avec les autres champs, il est utile que l'architecte puisse identifier ses spécificités disciplinaires ; une solide formation, cultivée et exigeante, l'y aidera. Les « disciplines associées » des écoles sont bien plus que cela, et leur rôle n'est pas simplement d'apporter à l'architecte cultures et savoir spécifiques. Elles doivent aussi développer autour du projet, dans l'enseignement comme dans la recherche, les méthodes de travail qui préfigurent les complémentarités à venir, dans la profession. Outre ces questions méthodologiques, le développement durable met en exergue deux champs indissociables de la discipline architecturale, et qui trouvent une nouvelle actualité dans la profession et dans les écoles : comment mieux construire ? Comment mieux articuler les échelles de projet ?

Construire autrement : dans les agences comme dans les écoles, la matière, les modes de production, les savoir-faire associés, les mises en œuvre, la conception structurelle sont désormais sollicités à l'extrême. Non pas que ces questions fondatrices n'aient jamais quitté le champ de l'architecture, mais leur actualité est plus intense, dès lors que le bilan carbone –énergie grise incluse-, la prise en compte des filières, l'adaptabilité ou les performances thermiques imposent un soin renouvelé. Il y a là bien sûr beaucoup à hériter –la pierre massive, par exemple, redevient un matériau « de base » crédible -, mais aussi beaucoup à inventer. On devine que cela aura lieu bien autant dans les écoles que dans la pratique, avec de nouvelles expériences, des collaborations inédites avec l'industrie ou la recherche. Dans ce domaine, les collaborations entre monde académique et praticiens engagés semblent indispensables. Comme souvent, ces travaux doivent nourrir la mise en place de la réglementation (et non pas le contraire : l'école n'a pas seulement vocation à enseigner les normes !), et l'on ne peut là dessus que regretter les faibles moyens de la recherche appliquée dans les écoles.

Mieux articuler les échelles de projet : mystérieux et mis en doute il y a encore dix ans, l'entrelacement des échelles est devenu l'incontournable condition du projet « durable », appropriée aussi bien par les champs politique que technique. Qu'en est-il ? La recherche d'une économie

globale du territoire, où ville et nature sont réconciliées suppose que chaque action soit faite en cohérence avec toutes les échelles, le choix constructif interrogeant les filières et la logistique, le programme étant lié aux mobilités et à la structure territoriale, le dispositif à la qualité des usages et à l'équilibre entre bâti et non bâti, entre grand paysage et formes de villes. C'est « l'architecture des milieux » qu'évoque Chris Younès. Mais ceci ne s'improvise pas, et ne réside en aucun cas dans la juxtaposition d'expériences ou d'actions d'échelles contrastées. Le « projet urbain » pensé comme une question « à part », dissociée de l'architecture, tel qu'il a été longtemps enseigné, n'est plus possible : il doit être réinventé. Là encore, la structure de l'enseignement par semestre, si éloignée des temporalités nécessaires à l'établissement d'une pensée complexe, est contre-productive : impossible d'apprendre à faire le lien entre les échelles lorsque celles ci sont abordées de manière disjointe, en des moments différents. Nouveaux outils, nouveaux rapports, nouvelles commandes aussi sont à la clef de cette exigence d'articulation. Dans la pratique, les expériences des agences durant les dix dernières années sont précieuses et irriguent la réflexion.

Dans cette perspective, les apports de l'expérimentation des agences, de l'enseignement et de la recherche sont complémentaires. Encore faut-il accorder aux agences qu'elles participent pleinement au travail de recherche et d'expérimentation, qu'il soit évalué et diffusé –ce qui n'a pas été fait jusqu'alors, et est souvent même dénié-. Et accorder aux écoles les moyens de l'expérimentation et des durées d'enseignement du projet mieux adaptées aux enjeux contemporains : à quel niveau de complexité parvient-on, au juste, en quatorze semaines ? »